

## La pénétration turque dans les Balkans occidentaux

### Quels défis pour le projet d'élargissement de l'UE ?

Liridon LIKA

#### Introduction

Dans l'évolution de la situation politique, sécuritaire ou économique des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie), des acteurs extérieurs, comme la Turquie, ont joué un rôle important ces vingt-cinq dernières années. Les États de cette région ont vécu, durant une période relativement longue sous la domination de l'Empire ottoman dont le successeur direct a été la Turquie moderne, à l'exception de la Croatie qui a été sous influence de l'Empire austro-hongrois. Suite à la fin de la guerre froide, à la chute du communisme en Albanie et aux guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie, la Turquie a renouvelé son intérêt pour la région. Toutefois, c'est à partir de 2002, avec l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP), que l'État turc – inspiré par la doctrine de « profondeur stratégique » du Premier ministre actuel Ahmet Davutoğlu – est devenu un important acteur régional. D'ailleurs, depuis la fondation de la République turque en 1923, ses relations avec les Balkans occidentaux n'ont jamais été aussi intenses. En effet, la crise financière et économique que connaît l'Union européenne (UE) depuis 2008 a affecté sévèrement les économies des Balkans occidentaux, particulièrement dans les domaines des investissements directs étrangers (IDE), des financements privés et des transferts de fonds de la diaspora. Par conséquent, l'influence de la Turquie mais également de la Russie, de la Chine, et de certains pays arabes du Moyen-Orient a augmenté dans la région. Cependant, en dépit de la crise européenne et de ses répercussions sur les pays balkaniques, l'adhésion à l'UE reste une priorité tant pour ces derniers que pour la Turquie.

Dans cette contribution, nous nous pencherons sur la question centrale des défis que représente la pénétration turque dans les Balkans occidentaux pour le déploiement de l'UE dans cette région. Cette question se déclinera en plusieurs sous-questions : quels sont les intérêts de la Turquie dans

Les Balkans occidentaux ? La présence assertive turque dans cette région présente-t-elle des défis pour le régionalisme européen ? Les stratégies de la Turquie et de l'UE vis-à-vis des Balkans occidentaux sont-elles compétitives ou complémentaires ? Pour ce faire, la première partie, divisée en trois sections, sera consacrée notamment à la première étape de la pénétration turque dans la région, à savoir celle des années 1990. Enfin, dans la deuxième, elle-même scindée en trois sections, l'analyse portera sur la période post-2000 traitant le processus d'élargissement de l'UE vers la région et la projection assertive de la Turquie.

## Les années 1990, première étape de la pénétration turque dans les Balkans occidentaux

### *La paix et la stabilité régionales comme objectifs premiers de la diplomatie turque*

Durant les années 1990, alors que les anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale entraient dans une phase de profondes réformes économiques et politiques dans le dessein de rejoindre l'UE, les pays des Balkans occidentaux s'enfonçaient dans une grave incertitude en raison de guerres et de périodes post-conflits instables. L'éclatement de la guerre en Slovaquie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine (1991-1995), la situation politique tendue en Albanie (1997) et les guerres au Kosovo (1998-1999), dans la vallée de Preshevo (1999-2001) et en Macédoine (2001) avaient accru les préoccupations sécuritaires dans la région. Tout comme l'Europe communautaire et ses États membres, la Turquie suivait aussi avec une attention particulière la situation difficile qui régnait dans cette région. Elle chercha dès le début de la guerre (juin 1991), qui mettait l'armée yougoslave, dominée par la Serbie, aux prises avec les forces armées slovènes et croates, à exercer un rôle diplomatique afin de résoudre pacifiquement les différends entre les parties<sup>1</sup>. En effet, jusqu'en janvier 1992, elle se déclarait publiquement en faveur de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et en appelait à une intervention diplomatique de la communauté internationale<sup>2</sup>.

La croissance de l'insécurité régionale constituait une préoccupation majeure pour les autorités turques. Les vagues potentielles des réfugiés, principalement issues de la communauté turque et des musulmans non turcs qui quittaient leurs foyers pour fuir les combats, étaient considérées

comme un problème difficile auquel il fallait faire face<sup>3</sup>. En outre, Ankara craignait que la modification des frontières occasionne une déstabilisation régionale qui inclurait d'autres pays des Balkans. La proximité géographique suscitait également la crainte d'un possible précédent yougoslave sur son propre territoire en raison des revendications kurdes pour une plus grande autonomie politique et territoriale<sup>4</sup>.

Quoi qu'il en soit, le 6 février 1992, la Turquie change radicalement d'attitude car, comme elle l'avait fait dans le cas de la dissolution de l'Union soviétique, elle décide de reconnaître collectivement, en partenariat avec d'autres pays de la région, les quatre anciennes républiques yougoslaves de Slovaquie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine en tant qu'États indépendants<sup>5</sup>. Ce repositionnement était dû à la propagation de la guerre de la Slovaquie et la Croatie vers la Bosnie-Herzégovine, et plus particulièrement aux attaques et aux exactions serbes à l'encontre de la population civile musulmane de cette république ainsi qu'à l'appel des représentants bosniaques adressé aux autorités turques pour un soutien diplomatique<sup>6</sup>. Par conséquent, Ankara adopta une politique beaucoup plus active en doublant les efforts diplomatiques afin d'arrêter l'effusion de sang dans la région.

Toutefois, la reconnaissance de la Macédoine n'a particulièrement pas été bien accueillie par un État membre de l'UE, à savoir la Grèce. Du point de vue d'Athènes, la désintégration de la Yougoslavie pouvait engendrer deux conséquences majeures pour la Grèce : la création d'un État macédonien sur sa frontière nord, lequel tenterait de s'approprier le nom de la Macédoine antique, d'une part, et la pénétration de la Turquie dans cet espace balkanique, d'autre part<sup>7</sup>. Cependant, considérant ses intérêts historiques dans la région, la Turquie s'était montrée coopérative avec les Occidentaux, évitant ainsi toute intervention concurrente. Elle déployait donc de sérieux efforts pour trouver une solution multilatérale et pacifique à la guerre. Dès lors, malgré les allégations grecques, Ankara n'avait ni l'intention ni les capacités matérielles et immatérielles suffisantes pour favoriser l'instabilité régionale ; d'autant qu'une telle action aurait été

<sup>1</sup> Sayari, S., « La Turquie et la crise yougoslave », *Politique étrangère*, n° 2, 1992, pp. 309-310.

<sup>2</sup> Bartas, D., « Turkey and the Balkans : co-operation in the interwar and post-war eras », *Turkish Review of Balkan Studies*, n° 4, Istanbul, 1998/99, p. 74.

<sup>3</sup> Sayari, S., « La Turquie et la crise yougoslave », *op. cit.*, p. 311.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Turkes, M., « Turkish Foreign Policy towards Balkans : Quest for Enduring Stability and Security », in Bal, I. (ed.), *Turkish Foreign Policy in Post Cold War Era*, Florida, Brown Walker Press, 2004, pp. 202-203.

<sup>6</sup> Ekinci, D., « The War in Bosnia-Herzegovina and Turkish Parliamentary Debates (1992-1995) : A Constructivist Approach », *Uluslararası İlişkiler/International Relations*, vol. 6, n° 22, 2009, pp. 42-43.

<sup>7</sup> Waldén, A.-S., « La Grèce dans les Balkans », in Lonel, E. et Schreiber, T. (dir.), *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La Documentation française, 1996, n° 5027-28, p. 76.

à l'encounter de ses propres intérêts affectant négativement ses relations avec l'Occident<sup>8</sup>.

### **La Turquie à la recherche de sa place dans le nouveau contexte international d'après-guerre froide**

La politique turque à l'égard des Balkans occidentaux visait aussi à réaffirmer face aux pays occidentaux l'importance géostratégique de la Turquie même après la fin de la guerre froide. Le nouveau contexte international issu de la disparition du bloc communiste a eu pour effet de réorienter la politique étrangère turque et de sensibiliser davantage Ankara à la situation des Balkans<sup>9</sup>.

Cette politique se dissociait fondamentalement de celle suivie durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle qui se démarquait par le désengagement turc dans la région. Cette rupture presque complète des relations politiques, économiques et culturelles est apparue après 1923, avec la création de la République turque présidée par Mustafa Kemal Atatürk. Les autorités turques, qui étaient plutôt concentrées sur la construction d'un État-nation moderne et homogène, délaissèrent ainsi les Balkans, même si de nombreuses personnalités politiques turques, en ce compris Atatürk, étaient originaires de la région. D'aucuns évoquent le transfert de l'ancienne capitale Istanbul, ville hétérogène où vivent de nombreuses communautés d'origines balkaniques, à Ankara, comme une tentative de créer une forte identité nationale turque et de l'éloigner, du moins symboliquement, des yeux des Balkans<sup>10</sup>. Sous la présidence d'Atatürk, la Turquie mit ainsi en œuvre une politique neutre et non interventionniste à l'égard des anciens territoires de l'Empire ottoman. Le détournement de l'attention turque a davantage été renforcé après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les régimes communistes se mettaient en place en Albanie et en Yougoslavie, et qu'Ankara consolidait ses liens avec le monde occidental. Dès lors, si au cours de la guerre froide les circonstances internationales ne permettaient pas un rapprochement entre la Turquie et les Balkans occidentaux, la donne changea à partir des années 1990 au cours desquelles Ankara revit sa politique extérieure afin de développer et consolider son rôle de puissance régionale.

<sup>8</sup> Türkçes, M., « Turkish Foreign Policy towards Balkans : Quest for Enduring Stability and Security », *op. cit.*, p. 204.

<sup>9</sup> Sayarı, S., « La Turquie et la crise yougoslave », *op. cit.*, pp. 313-314.

<sup>10</sup> Josseran, T., *La nouvelle puissance turque. L'adieu à Mustafa Kemal*, Paris, Ellipses, 2010, p. 17.

### **La Turquie, partenaire des Occidentaux dans la région**

La Turquie non seulement s'est montrée active diplomatiquement, mais elle s'est intensément impliquée en déployant des forces armées en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) qui, après la signature en 1995 des accords de paix de Dayton, est passée sous l'autorité de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Plus tard, suite à l'adoption de la résolution 1101 (1997) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (CSNU) sur la situation tendue en Albanie, la Turquie a décidé de prendre également part à l'opération d'aide humanitaire ALBA. Durant la guerre du Kosovo, la Turquie s'est alignée, en tant que membre de l'OTAN, sur l'alliance atlantique contre le régime oppresseur de Slobodan Milosevic pour fournir, en juin 1999, des troupes de maintien de la paix à la KFOR (*Kosovo Force*). Ainsi, dans le domaine de la sécurité et de la défense, elle s'est montrée disposée à coopérer dans le cadre de l'OTAN. Une fois la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) créée en 1999, les forces turques ont été placées sous sa casquette<sup>11</sup>. Par la suite, Ankara a poursuivi sa contribution aux opérations civiles et militaires de la PESD comme en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de l'*European Union Police Mission (EUPM, 2003-2012)* et de l'*Eufor Althéa* (depuis 2004), en Macédoine au sein de *Concordia* (2003), de l'*Eupol Proxima* (2004-2005) et de l'*Eupat* (2006), ainsi qu'au Kosovo à travers la mission *Eulex-Kosovo* (depuis 2008). L'engagement multilatéral de la politique turque en faveur du rétablissement de la paix dans la région a fait en sorte que la Turquie soit vue par l'UE comme un partenaire majeur de la sécurité dans les Balkans<sup>12</sup>.

Durant les années 1990, l'influence de la Turquie dans la région était faible car son ancrage économique et culturel était discret et se limitait essentiellement aux zones à majorité musulmane. Les guerres en ex-Yougoslavie et l'instabilité politique en Albanie ne favorisaient pas les échanges commerciaux. Toutefois, Ankara faisait des efforts pour accroître la coopération économique régionale en parvenant – de sa propre initiative et sur la base de la Déclaration du sommet sur la coopération économique de la mer Noire signée en 1992 à Istanbul – à établir, en 1999, la Coopération économique de la mer Noire (CEMN). Cette organisation régionale visait à installer une plus grande coopération entre ses États membres, notamment, dans les domaines du commerce

<sup>11</sup> Terpan, F., « La Turquie et la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne », *Politique européenne*, n° 29, 2009/3, p. 88.

<sup>12</sup> Soler i Lecha, E., « Turkey's Potential (and Controversial) contribution to the Global "Actoriness" of the EU », in Güney, N. A. (ed.), *Contentious Issues of Security and the Future of Turkey*, Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2007, pp. 41-42.

et du développement économique<sup>13</sup>. Les autorités turques poursuivaient également une politique active dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (PSESE), programme lancé en 1999 par l'UE qui visait à établir la paix et la sécurité dans cette partie du continent européen. En 2008, celui-ci fut remplacé par le Conseil de coopération régionale (CCR) auquel participent 46 États – en ce compris tous les pays des Balkans occidentaux – et des organisations ainsi que des institutions financières internationales, et dont l'objectif poursuivi est tant de promouvoir la coopération régionale en Europe du Sud-Est que de soutenir la pleine intégration européenne (UE) et atlantique (OTAN) de la région.

### Les Balkans occidentaux après les années 2000 : entre processus d'adhésion à l'UE et projection assertive de la Turquie

#### Le projet d'élargissement de l'UE vers la région : grands espoirs et résultats mitigés

Après une décennie de guerres sanglantes et une incapacité de l'UE à les juguler, Bruxelles avait développé un nouveau dessein présenté lors du sommet de Feira (2000) qui déclarait les pays des Balkans occidentaux candidats potentiels ; ambition réitérée à l'occasion du sommet de Thessalonique (2003). Cette ambitieuse vision visait à faire passer la région d'un état d'incertitude, de conflits et de stagnation économique à celui d'une zone de sécurité, de paix entre pays voisins, de démocratie consolidée, d'économie de marché libre dont l'aboutissement serait une adhésion pleine à l'UE. Ce Processus de stabilisation et d'association (PSA) avait créé dans la région de grands espoirs de changements, incités d'ailleurs par les vagues d'élargissement précédentes (2004 et 2007) en direction des anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale<sup>14</sup>.

Toutefois, le bilan de la politique d'élargissement demeure mitigé, surtout pour les dernières années. Les États de la région traînent dans ce processus, à l'exception de la Croatie qui a réussi à joindre l'UE en 2013 devenant ainsi le 28<sup>e</sup> État membre. L'Albanie, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie ont déjà obtenu le statut de pays candidats alors que l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) pour la Bosnie-Herzégovine est seulement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2015, après sa ratification par le Parlement bosnien et les Parlements nationaux des États membres de

l'UE. Quant au Kosovo, son indépendance n'est pas encore reconnue par cinq pays membres de l'UE (Chypre, Espagne, Grèce, Roumanie et Slovaquie). Mais, ces cinq pays soutiennent son processus d'intégration. La preuve en est que ces derniers ont soutenu la négociation, ensuite la signature et enfin la ratification de l'ASA<sup>15</sup> entre l'UE et la République du Kosovo<sup>16</sup>. Le rythme de progression est donc différent d'un État à l'autre car il est conditionné par le principe dit du métré. En outre, les problèmes interethniques en Macédoine, combinés aux discords concernant son nom avec la Grèce, ainsi que les confrontations intracommunautaires en Bosnie-Herzégovine ont momentanément « gelé » leur processus d'adhésion<sup>17</sup>.

Par ailleurs, depuis 2008, l'UE a été frappée par des vagues successives de crises économiques et financières, en raison desquelles elle a dû adopter des politiques d'austérité qui n'ont pas manqué d'affecter aussi bien les États de la zone euro et de l'UE que ceux des Balkans occidentaux<sup>18</sup>. Entre 2009 et 2010, à l'exception du Kosovo, on a pu enregistrer une baisse significative des IDE dans les Balkans occidentaux. À partir de 2011, la situation a évolué positivement pour la Macédoine et la Serbie contrairement à l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et le Monténégro<sup>19</sup>.

La crise grecque a accentué l'impact de ces événements dans la mesure où des pays tels que l'Albanie, la Macédoine et la Serbie ont développé une forte interdépendance économique avec la Grèce. Jusqu'à peu avant la crise, les investissements directs grecs représentaient environ

<sup>15</sup> L'ASA a été signé à Strasbourg, le 27 octobre 2015, au nom de l'UE, par Johannes Hahn, commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage et Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et au nom de la République du Kosovo, par Isa Mustafa, Premier ministre de la République du Kosovo et Bekim Çollaku, ministre kosovar à l'intégration européenne.

<sup>16</sup> En vertu du traité de Lisbonne, qui a conféré la personnalité juridique à l'UE, seule la ratification par l'État concerné (ce qui a déjà été fait par le Parlement kosovar le 2 novembre 2015) et par le Parlement européen (ce qui a déjà été fait le 21 janvier 2016) était nécessaire, sans avoir à demander l'appui de chaque Parlement national. L'ASA entrera en vigueur durant l'année 2016.

<sup>17</sup> Lika, L., « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », in Wijnens, S., Grandjean, G., Vanhaeren, S. (dir.), *L'insécurité en question : définition, enjeux et perspectives*, Liège, Presses universitaires de Liège, 2015, pp. 127-130.

<sup>18</sup> O'Brennan, J., « "On the Slow Train to Nowhere?" The European Union, "Enlargement Fatigue" and the Western Balkans », *European Foreign Affairs Review*, 19, n° 2, 2014, p. 231.

<sup>19</sup> Bechev, D., « The periphery of the periphery : the Western Balkans and the euro crisis », *European Council on Foreign Relations (ECFR), Policy Brief*, 2012, p. 5.

<sup>13</sup> Voir article 4 de la Charte de CEMN.

<sup>14</sup> Elbasani, A., « EU enlargement in the Western Balkans : strategies of borrowing and inventing », *Journal of Southern Europe and the Balkans*, n° 10(3), 2008, p. 306.

34 % du total des IDE en Albanie, environ 17 % en Macédoine et 15 % en Serbie<sup>20</sup>. Mais les effets de la crise grecque ont été ressentis dans ces pays. Le cas de l'Albanie illustre le mieux une telle situation : de 2007 à 2011, la part des investissements directs grecs a diminué d'environ 11,2 %, passant de 28,5 % (2007) à seulement 17,3 % (2011) pour le stock total des IDE<sup>21</sup>. La crise économique et financière européenne a également affecté les envois de fonds de la diaspora qui, entre 2009 et 2010, ont diminué de 12, 11, 4, et 15 % pour respectivement l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Serbie<sup>22</sup>. Les effets de la crise ont ainsi contribué à une faible croissance économique, et conjointement à un haut taux de chômage qui, en 2011, s'élevait à 13, 28, 40, 31, 18 et 24 % pour respectivement l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie<sup>23</sup>. Cette situation a poussé des milliers de personnes à immigrer vers les pays d'Europe occidentale.

Dès lors, l'ensemble des problèmes politiques et économiques des Balkans occidentaux conjugués aux déboires économiques de l'UE et à la « fatigues de l'élargissement » ont contribué à la création d'un « vide de puissance »<sup>24</sup>. Cet état de fait est défini par d'anciens comme une « [...] situation dans laquelle un événement inattendu entrave l'exercice du pouvoir systémique ; l'environnement [international] confronte les acteurs à une nouvelle situation alors qu'ils ne sont pas en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour y faire face »<sup>25</sup>. Cette situation a donc généré un contexte hostile dans lequel le régionalisme européen se poursuit, mais au ralenti, créant du coup un espace d'action au profit d'autres acteurs internationaux qui se projettent de manière assertive. Ainsi, l'influence de la Turquie de même que celle de la Russie, de la Chine, et de certains pays arabes du Moyen-Orient ont augmenté dans la région.

### L'arrivée au pouvoir de l'AKP : nouvelle dynamique dans la pénétration turque des Balkans occidentaux

Contrairement à son engagement porté, durant les années 1990, essentiellement sur la paix et la stabilité, après 2002, lorsque l'AKP a remporté les élections législatives, la politique étrangère turque face aux Balkans occidentaux a connu une transformation radicale. Son arrivée au pouvoir, servie par une large majorité, a rétabli une stabilité politique et économique dans le pays, permettant à la Turquie de poursuivre une politique interne et externe plus effective. Cette dernière s'est dotée d'une stratégie géopolitique de type multidimensionnel, proactive et de « zéro problème avec les pays voisins »<sup>26</sup> et différente des principes kémalistes, changeant ainsi la façon de la Turquie d'appréhender le monde qui l'entoure. En réalité, l'idée de restaurer l'influence turque dans l'espace post-ottoman remonte à la fin des années 1980, époque durant laquelle la Turquie se trouvait sous la présidence de Turgut Özal. Le Premier ministre actuel, Ahmet Davutoğlu, a théorisé et renforcé cette stratégie dans son livre *La Profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie*<sup>27</sup>. Ainsi, les idées et l'intentionnalité, telles que définies par l'approche constructiviste des Relations internationales<sup>28</sup>, jouent un rôle primordial dans la projection internationale de la Turquie. Davutoğlu représente l'Empire ottoman comme l'âge d'or pour les populations qui vivaient sur ce territoire car, selon lui, elles vivaient dans un environnement de paix où régnait une pleine harmonie religieuse ; cette représentation idéalisée d'un passé passe sous silence les pertes, les échecs, la tyrannie ou les massacres commis par l'Empire<sup>29</sup>.

Le principe de « zéro problème avec les pays voisins » consiste à imposer la Turquie comme une puissance régionale dans un monde globalisé. Ainsi, Ankara avait lancé de nouveaux dialogues politique, économique et sécuritaire avec l'Iran, l'Irak, les Kurdes d'Irak du Nord et la Syrie. Malgré un succès initial de la stratégie, les printemps arabes ainsi que les guerres récentes en Irak et en Syrie ont occasionné de sérieux revers au déploiement de la politique étrangère turque du fait

<sup>20</sup> Panagiotou, R., « The Greek crisis as a crisis of EU enlargement : how will the Western Balkans be affected ? », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 13, n° 1, 2013, p. 93.

<sup>21</sup> Banka e Shqipërisë, « Buletini i Bankës së Shqipërisë », *6-Majori i parë*, Tiranë, 2013, p. 92.

<sup>22</sup> UNDP, « Kosovo Remittance Study 2012 », Prishtina, 2012, p. 19.

<sup>23</sup> Bechev, D., « The periphery of the periphery : the Western Balkans and the euro crisis », *op. cit.*, p. 6.

<sup>24</sup> Anastasakis, O., « Turkey's Assertive Presence in Southeast Europe : Between Identity Politics and Elite Pragmatism », in Kerem, O., Kadıoğlu, A., Karlı, M. (ed.), *Another Empire ? A decade of Turkey's Foreign Policy Under the Justice and Development Party*, Istanbul, Istanbul Bilgi University Press, 2012, p. 202.

<sup>25</sup> Avelino, F., Rotmans, J., « Power in Transition An Interdisciplinary Framework to Study Power in Relation to Structural Change », *European Journal of Social Theory*, 12, n° 4, 2009, p. 555.

<sup>26</sup> Davutoğlu, A., « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy », *Foreign Policy*, May 20, 2010, <http://foreignpolicy.com/2010/05/20/turkeys-zero-problems-foreign-policy/> (consulté le 28 septembre 2015).

<sup>27</sup> Voir Davutoğlu, A., *Theleştia strategjike : Pozitia ndërkombëtare e Turqisë*, Shkup, Logos-A, 2010. Version albanaise traduite de la langue turque par Mithat Hoxha ; l'initiale originale est Davutoğlu, A., *Stratejikt derinlik : Türkiye'nin uluslararası konumu*, Istanbul, Kire Yayınları, 2001.

<sup>28</sup> Telò, M., *Relations internationales : Une perspective européenne*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2010, p. 134.

<sup>29</sup> Garapon, B., *Le monde théorique d'Ahmet Davutoğlu : une analyse de « Profondeur stratégique »*, Saarbrücken, Presses académiques francophones, 2014, p. 29.

qu'aujourd'hui au Moyen-Orient la Turquie n'a « pas de voisins sans problèmes »<sup>30</sup>.

Par contre, dans les Balkans occidentaux, la Turquie a sensiblement accru sa présence. Sa stratégie vise à dépasser les confrontations ethniques à travers la médiation. La diplomatie turque a ainsi influencé l'adoption d'une déclaration du Parlement serbe qui condamne le massacre de Srebrenica. De plus, en avril 2010, les présidents turc, bosnien et serbe ont signé la déclaration d'Istanbul qui encourage la paix, le dialogue et la coopération entre Belgrade et Sarajevo. La Turquie est également l'un des premiers pays qui a reconnu l'indépendance du Monténégro (2006) et du Kosovo (2008), qui a soutenu l'adhésion de l'Albanie (2009), de la Croatie (2009) et du Monténégro (2015) à l'OTAN et qui encourage celles de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine.

Les visites fréquentes des plus hautes autorités turques dans la région confirment l'engagement et l'influence tous azimuts qu'Ankara ambitionne d'exercer. Des ambassades ont été ouvertes dans toutes les capitales de la région, mais aussi des consulats à Durrës (Albanie), à Mostar (Bosnie-Herzégovine), à Prizren (Kosovo) ainsi qu'à Manastir et Struga (Macédoine). Par ailleurs, tous les pays de la région, dont l'ambassade se trouve à Ankara, ont également ouvert des consulats dans plusieurs villes turques. Les diasporas albanaise et bosniaque en Turquie, bien qu'incapables de parler d'une seule voix, s'élèvent à plusieurs millions d'individus et contribuent indéniablement au rapprochement d'Ankara avec leurs pays d'origine. Elles jouent le rôle de lobby, constitué d'associations, de journalistes, d'universitaires, de parlementaires, de ministres, de diplomates ou encore de personnel militaire<sup>31</sup>. De même, la présence d'une minorité turque, particulièrement au Kosovo (19 000 turcophones) et en Macédoine (78 000 turcophones), présente une raison supplémentaire pour Ankara de s'intéresser davantage à cette région.

Sur le plan socioculturel, l'influence turque est la plus grande, elle constitue un véritable atout de *soft power* : par exemple, les feuilletons turcs, diffusés notamment pendant les heures de grandes écoute, sont très populaires en évoquant des sujets de vie quotidienne qui se basent sur des traditions communes<sup>32</sup>. En outre, l'Agence turque de coopération et développement international (TIKA) finance de nombreux projets de reconstruction de l'héritage ottoman (mosquées, ponts et écoles).

<sup>30</sup> Candar, C., « Turkey's foreign policy reset will not be easy », *Al-Monitor*, December 1, 2013.

<sup>31</sup> Turbedar, E., « Turkey's New Activism in the Western Balkans : Ambitions and Obstacles », *Insight Turkey*, vol. 3, n° 3, 2011, p. 141.

<sup>32</sup> Paris, J., « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question », *Hérodote*, n° 48, 2013/1, p. 158.

La présidence des Turcs de l'étranger et des communautés apparentées (YTB), fondée en 2010 et rattachée au bureau du Premier ministre, coordonne les activités des organisations non gouvernementales (ONG) et l'octroi de bourses d'études pour les étudiants internationaux dont ceux des Balkans occidentaux. L'institut Yunus Emre, fondation publique créée en 2007 afin de promouvoir la langue, la culture et l'art turcs, déploie ses activités via plusieurs centres culturels dans tous les pays de la région. Plus encore, la Présidence des affaires religieuses, institution publique, soutient l'éducation religieuse. L'Islam et l'héritage ottoman constituent ainsi des instruments importants de l'influence turque.

Par ailleurs, entre 2002 et 2012, le volume du commerce entre la Turquie et la région a augmenté de 307 %<sup>33</sup>. Les investissements turcs couvrent des secteurs stratégiques tels que les télécommunications, les transports et les banques. Entre 2009 et 2012, les IDE turcs se sont constamment accrus, passant de 50 millions de dollars américains (2009) à 187 millions (2012)<sup>34</sup>. L'aide turque au développement est également passée de 8,67 millions de dollars américains (2002) à 70,05 millions (2012), et les plus grands bénéficiaires ont été la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine<sup>35</sup>. Des lors, pour des raisons liées à sa croissance économique, à la hausse de sa confiance en soi, et à l'affaiblissement relatif de l'UE, Ankara agit aujourd'hui dans la région de manière beaucoup plus unilatérale que par le passé.

Néanmoins, le processus d'élargissement est constamment appuyé par « [l]a Turquie [qui] considère [indispensable] l'intégration de tous les pays de la région [des Balkans occidentaux] aux institutions européennes et euro-atlantiques, [...] et [qui] continue à soutenir les efforts de ces pays dans ce sens »<sup>36</sup>. L'intérêt qu'Ankara porte à la région s'inscrit dans une perspective de coopération dont le but ultime serait de rejoindre, avec les autres pays concernés, l'UE ; ce qui la mettrait en concordance à la fois avec la politique des États-Unis et celle de l'UE. Dans tous les cas, la sécurité et l'économie turque sont en grande partie tributaires du monde occidental, raison pour laquelle sa demande d'adhésion à l'UE « [...] sera probablement destinée à se poursuivre, faute d'une autre alternative

<sup>33</sup> Uğur Ekinç, M., « A Golden Age of Relations : Turkey and the Western Balkans During the AK Party Period », *Insight Turkey*, vol. 16, n° 1, 2014, p. 113.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>36</sup> Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, « Les relations avec les pays de la région des Balkans », <http://www.mfa.gov.tr/les-relations-avec-les-pays-de-la-96C396A9gion-des-balkans-fr.mfa> (consulté le 18 septembre 2015).

crédible pour la Turquie »<sup>37</sup>. Dès lors, il serait excessif de prétendre qu'Ankara tente de rivaliser avec l'UE dans la région.

### **Le Processus de Berlin : nouvelle relance de la politique d'élargissement de l'UE ?**

La Conférence de Berlin d'août 2014, qui fut organisée à l'initiative de la chancelière allemande Angela Merkel, visait, dans le sillage de la commémoration du centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, à donner un nouveau soutien politique aux Balkans occidentaux<sup>38</sup>. Dans le prolongement de cet événement, plusieurs autres réunions ont eu lieu telles que celle des ministres des *Western Balkans 6 (WB6)* – Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie – à Belgrade (octobre 2014) et à Prishtina (mars 2015), suivie du sommet des Premiers ministres à Bruxelles (avril 2015). Lors du sommet de Vienne (août 2015), il fut convenu de réaliser avec le cofinancement européen, pour la période 2015-2020, plusieurs projets économiques concrets à caractère régional, à savoir la (re)construction de toute une série d'autoroutes, de chemins de fer, de ports et d'aéroports qui doivent relier les pays de la région les uns aux autres et avec l'UE. Le coût total a été estimé à 7,7 milliards d'euros, dont 1 milliard devra être versé par la Commission européenne, investissements qui devraient créer 200 000 emplois dans la région<sup>39</sup>.

Ces rencontres de haut niveau politique non seulement traitent de questions économiques et d'infrastructures, mais ont pour objectif de promouvoir le régionalisme européen, et d'asseoir autour d'une table commune les dirigeants politiques de la région afin de créer une atmosphère de coopération multiseCTORielle et de surmonter les désaccords. Il est, par exemple, important de souligner que lors de ces rencontres, les représentants du Kosovo et de la Serbie sont assis à la même table en tant qu'envoyés de deux États indépendants et égaux. Par ailleurs, en marge du sommet de Vienne a été organisé un match de football diplomatique entre le « *FC EU* », composé de représentants de l'UE, et le « *FC Future EU* » composé de dirigeants des pays des Balkans occidentaux. Cet événement symbolique montre que l'UE a réussi à réunir des personnalités politiques kosovares et serbes qui durant les années 1990 s'étaient affrontées les armes à la main. Contrairement à la Turquie, l'UE reste politiquement impliquée dans le processus de normalisation des relations entre le

Kosovo et la Serbie et joue, à elle seule, un rôle de médiation puissant au point que, suite à ses pressions exercées sur les deux pays, plusieurs accords « historiques » ont pu être signés, favorisant ainsi le processus d'élargissement.

### **Conclusion**

Contrairement à la période kémaliste, les autorités turques de l'AKP cherchent à élargir leur champ d'action extérieure qui fut longtemps centré sur l'UE et les États-Unis. Elles espèrent ainsi exercer une politique plus autonome sur la scène internationale qui s'exprimerait, notamment, par l'entremise d'une diversification de ses rapports avec les pays qui faisaient partie de l'Empire ottoman. Bien qu'elle reste toujours ancrée dans le bloc occidental, la Turquie n'hésite pas, pour se construire comme puissance régionale eurasiatique, à utiliser son espace géostratégique, son économie ainsi que son *soft power*. Ses intérêts dans les Balkans occidentaux sont multiples et relèvent de considérations historiques, culturelles, religieuses, sécuritaires, économiques et géostratégiques. Par conséquent, la Turquie parvient à consolider sa présence dans la région en s'appuyant sur l'héritage ottoman, la puissance douce, la diplomatie publique, la présence d'une importante diaspora balkanique sur son territoire, la minorité turque au Kosovo et en Macédoine, en investissant dans les secteurs stratégiques de l'économie, ainsi qu'en tirant profit de la crise économique et financière européenne qui a eu pour effet de faire chuter les IDE et les envois de fonds de la diaspora.

Cependant, l'adhésion à l'UE reste, avant tout, la priorité des pays des Balkans occidentaux lesquels ne voient pas d'autres alternatives plausibles. Par conséquent, en dépit de son influence grandissante, la pénétration turque dans cette région ne pose pas de défis majeurs pour l'élargissement de l'UE qui a beaucoup investi dans ce projet qu'elle n'est pas prête d'abandonner. En outre, Ankara n'a pas, du moins officiellement, un projet concret d'intégration régionale qui pourrait concurrencer ou présenter une alternative au régionalisme européen. Autrement dit, la Turquie n'est pas pour l'heure en mesure d'offrir aux pays des Balkans occidentaux une option plus performante que celle déjà offerte par l'UE. Dès lors, bien que l'influence turque dans la région soit maintenant avérée, Ankara continue néanmoins à bénéficier de ses relations privilégiées avec l'UE afin de la maintenir et de la perpétuer.

<sup>37</sup> Dorransoro, G., *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Éditions Autrement, 2009, p. 114.

<sup>38</sup> Final Declaration by the Chair of the Conference on the Western Balkans, Berlin, 28 August 2014, pp. 1-2.

<sup>39</sup> Final Declaration by the Chair of the Vienna Western Balkans Summit, Vienna, 27 August 2015, p. 4.